

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 27 – du 3 juillet au 9 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

ZOOM : VISITE PRÉSIDENTIELLE EN SYRIE

Pour la première fois depuis dix-sept ans, un président de la République française s'est rendu en Syrie, à Damas, les 6 et 7 juillet 2026. Première visite d'un chef d'État occidental en Syrie depuis la chute du régime de B. al-Assad le 8 décembre 2024, elle faisait suite à la visite du président de la République arabe syrienne, A. al-Charaa, en France le 7 mai 2025, qui était également sa première en Occident. De nombreux contacts avaient par ailleurs pu être tissés dans l'intervalle, notamment au niveau des ministres des affaires étrangères des deux pays.

LE CHIFFRE À RETENIR

10

NOMBRE D'ACCORDS
ÉCONOMIQUES

Le déroulement de la visite présidentielle a permis d'aborder de manière directe les enjeux économiques. À côté de la séquence politique et d'un temps d'échanges avec des représentants de la société civile, et malgré les deux détonations le matin du 7 juillet à proximité de l'hôtel où résidait la délégation, un « forum économique », « pour un partenariat économique durable » entre les deux pays, s'est tenu au Palais présidentiel. Les prises de parole des deux présidents, sur les enjeux et les défis du relèvement de la Syrie, ont été suivies par les interventions d'officiels syriens (le gouverneur de la Banque centrale, le ministre de l'Économie, le ministre des Télécommunications et le président de l'Autorité syrienne des investissements) ainsi que de patrons français présents, notamment celui de TotalEnergies et de CMA CGM. La délégation de représentants d'entreprises qui accompagnait le président français comptait une dizaine de personnes.



À l'occasion de la visite, 15 accords ou protocoles d'entente ont été signés, dont 10 qui concernent le champ économique. Il s'agit d'accords sur le secteur financier (assistance technique de la France auprès de la Banque centrale syrienne), sur la coopération entre les deux conseils d'affaires franco-syriens, sur l'aviation civile

(coopération entre les deux entités, française et syrienne, de l'aviation civile, ainsi qu'avec l'entreprise Thales sur l'aéroport de Damas et CMA CGM sur le fret aérien), sur les douanes (entre CMA CGM et l'Autorité syrienne), et sur des prospects d'entreprises (sur les hôpitaux avec Ellipse, les investissements avec Gide et la réhabilitation de Homs avec Novakamp). En particulier, l'entreprise française Matière pourrait réaliser un pont dans la région d'Idlib. Par ailleurs un accord-cadre sur les relations entre la France et la Syrie prévoit un volet de dialogue sur l'économie.

Les défis économiques qu'il reste à la Syrie sont nombreux, et rendent d'autant plus nécessaire la mise en œuvre rapide de réformes. Après avoir mentionné la disponibilité de la France à soutenir les Syriens, après les longues années de conflit, le président français a évoqué le « choc de confiance » nécessaire pour favoriser le retour des entreprises et des investissements. Certains éléments, comme la remise en marche du financement de l'économie par un secteur bancaire sain, l'appui du Fonds monétaire international, ou la restructuration de la dette dans le cadre concerté du Club de Paris, font partie des garanties permettant d'envisager une reprise plus prompte. La stabilité du cadre réglementaire comme politique ainsi que la dimension sécuritaire ont été évoquées. Dans la foulée de la rencontre d'A. al-Charaa avec D. Trump en Turquie, à la suite de cette visite, les États-Unis ont annoncé que la désignation de la Syrie comme « État sponsor du terrorisme » serait levée dans les 45 jours.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. ATTRIBUTION DE NOUVELLES FRÉQUENCES POUR RENFORCER LES CAPACITÉS DU RÉSEAU MOBILE

À la suite de l'accord conclu en février 2026 pour un montant de 3,5 Md USD, les quatre opérateurs de téléphonie mobile égyptiens (Telecom Egypt, Vodafone Egypt, e& Egypt et Orange Egypt) [recevront](#) en juillet de nouvelles bandes de fréquences attribuées par l'Autorité nationale de régulation des télécommunications (NTRA). L'opération porte sur l'allocation de 410 MHz de fréquences supplémentaires destinées à accompagner la forte croissance de la consommation de données et à améliorer la qualité des réseaux mobiles. Les opérateurs ont déjà versé un premier paiement de 500 M USD au premier trimestre 2026 ; le solde sera acquitté de manière échelonnée sur les quatre prochaines années, avec une deuxième tranche de 300 M USD prévue début 2027. En contrepartie, la NTRA a demandé aux opérateurs de proposer de nouvelles offres commerciales à des tarifs adaptés afin de limiter l'impact de ces investissements sur les consommateurs. Cette opération s'inscrit dans la stratégie des autorités visant à moderniser les infrastructures numériques et à soutenir la montée en puissance des usages mobiles en Égypte.

2. MISE SUR LE MARCHÉ DE 62 NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT POUR RELANCER L'EXPLORATION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Le ministère égyptien du Pétrole et des Ressources minérales a [lancé](#) 62 nouvelles opportunités d'investissement via la plateforme *Egypt Upstream Gateway* (EUG) afin d'accélérer la relance de l'exploration pétrolière et gazière. Selon le ministre Karim Badawi, cette stratégie a déjà permis d'obtenir plus de 17 Mds USD d'engagements d'investissements directs étrangers sur les cinq prochaines années. L'apurement progressif des arriérés dus aux compagnies pétrolières internationales et l'instauration d'un calendrier régulier de paiements a en effet contribué à restaurer la confiance des investisseurs. Le ministre a notamment salué le retour de TotalEnergies sur l'exploration gazière en Égypte, dans un contexte marqué par plusieurs découvertes

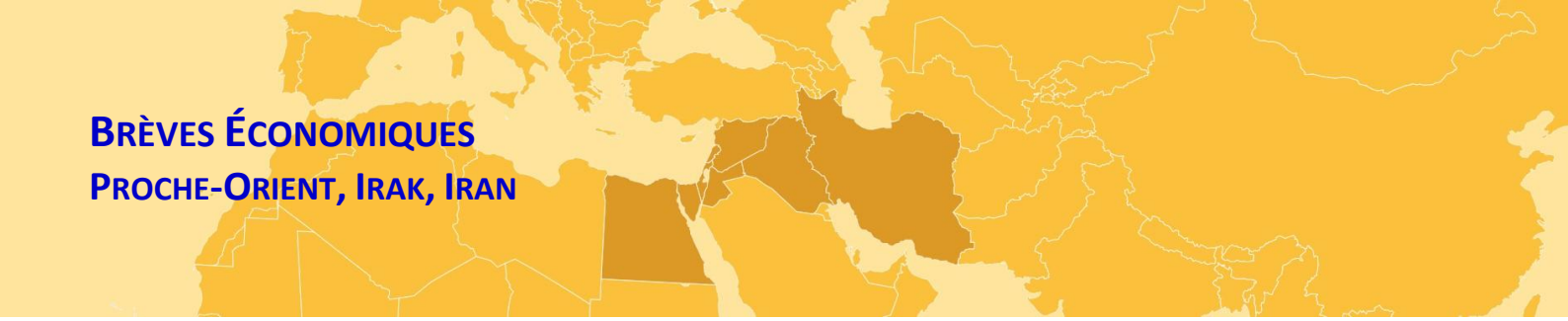
récentes en Méditerranée et dans le delta du Nil. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à enrayer le déclin de la production nationale de gaz, tout en consolidant le positionnement de l'Égypte comme plateforme régionale.

3. MAERSK PRÉPARE UN PREMIER TRANSIT PAR LE CANAL DE SUEZ DEPUIS LE DÉBUT DE LA CRISE EN MER ROUGE

Le groupe danois AP Moller-Maersk prévoit de faire transiter le porte-conteneurs *Majestic Maersk* par le canal de Suez et la mer Rouge, une première depuis l'intensification des attaques contre le trafic maritime en 2023. Cette [décision](#), prise à l'issue d'une réévaluation de la situation sécuritaire, s'inscrit dans une reprise progressive des transits menée avec son partenaire Hapag-Lloyd dans le cadre de l'alliance Gemini Cooperation. Le retour du deuxième armateur mondial constitue un signal positif pour le canal de Suez, dont les recettes ont reculé de plus de 60 % au cours des deux dernières années, entraînant une perte supérieure à 5 Mds USD pour l'exercice 2023/2024. Les deux groupes soulignent toutefois que cette reprise demeure progressive et réversible, les incertitudes sécuritaires en mer Rouge persistant malgré le récent apaisement régional.

4. L'ÉGYPTE LÈVE 500 M USD GRÂCE À UNE NOUVELLE ÉMISSION D'OBLIGATIONS « SAMOURAÏ »

Fin juin, l'Égypte a effectué un retour réussi sur le marché des obligations « samouraï » après trois ans d'absence, en menant à bien l'[émission de ses toutes premières obligations « samouraï » durables](#), pour un montant total équivalent à 80 Mds de yens (500 M USD). Cette émission constitue la troisième opération obligataire « samouraï » de l'Égypte et représente une étape importante vers l'accès à des marchés diversifiés et l'élargissement de l'accès au financement durable. Le gouvernement affirme que les fonds levés seront exclusivement affectés au financement de projets verts et sociaux éligibles. L'opération est partiellement garantie par la Banque africaine de développement, dont la notation de crédit AAA a permis à l'Égypte d'obtenir un financement à long terme auprès d'investisseurs japonais, malgré la volatilité accrue des marchés financiers mondiaux. Les obligations ont fait l'objet d'un placement privé en deux tranches, à 5 et 10 ans.



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

La tranche à 5 ans a reçu la note AA+, tandis que la tranche à 10 ans a été notée AA. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de gestion de la dette égyptienne, qui vise à diversifier la composition de ses emprunts extérieurs, à élargir sa base d'investisseurs et à réduire les risques de refinancement en allongeant les échéances de la dette.

5. BANQUE CENTRALE : VERS UN MAINTIEN DES TAUX D'INTÉRÊTS

Le marché s'attend à une troisième période consécutive de [maintien des taux d'intérêt de la Banque Centrale d'Égypte \(CBE\)](#), à la veille de l'annonce de sa dernière orientation de politique monétaire, qui devrait maintenir les taux de dépôt et de prêt à 19 % et 20 % respectivement. Ce maintien a pour but de trouver un équilibre entre le ralentissement de l'inflation globale et les pressions persistantes sur les prix sous-jacents. Bien que l'inflation urbaine ait été ramenée à 14,6 % en mai, l'inflation mensuelle a légèrement augmenté pour atteindre 1,6 %, incitant à la prudence. La CBE avait déjà maintenu ses taux inchangés en mai après des baisses cumulées de 825 points de base depuis 2025. Les facteurs géopolitiques restent également au cœur de la stratégie de la CBE, qui laisse entendre qu'elle pourrait repousser l'échéance de son objectif d'inflation de 7 % (± 2 %) de fin 2026 à fin 2027. Le maintien des taux inchangés lui permet également d'observer les effets des récentes réductions des subventions nationales sur les carburants et l'électricité avant de reprendre une politique d'assouplissement monétaire.

IRAK

1. REPRISE PROGRESSIVE DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PÉTROLE

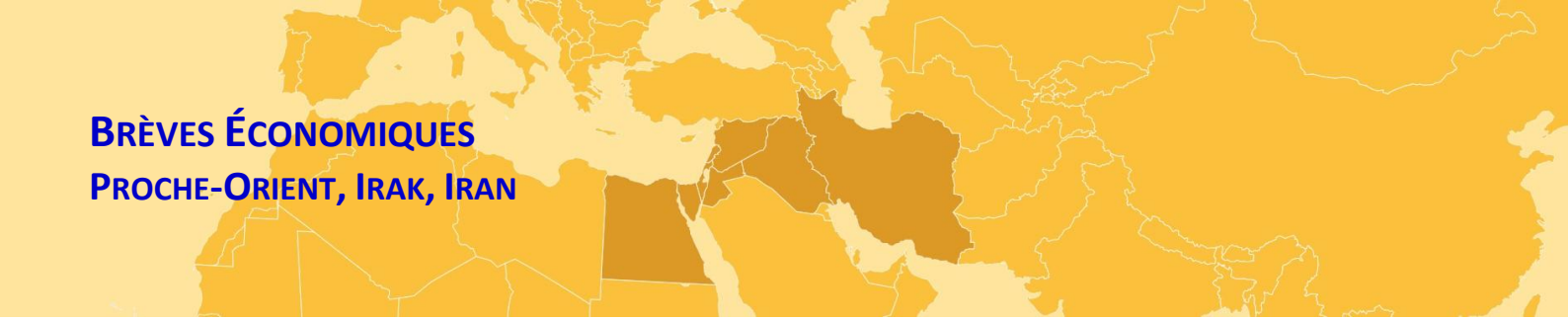
En phase avec la reprise progressive des exportations via le détroit d'Ormuz, les autorités irakiennes ont demandé à plusieurs opérateurs de champs pétroliers de la région de Bassora au sud du pays de reprendre la production de pétrole à pleine capacité. Sont notamment cités les champs de Rumaila, principal champ irakien opéré par BP (1,4 Mb/j), de West-Qurna 1, opéré par Petrochina (450 000 b/j) et

Ratawi, opéré par TotalEnergies (70 000 b/j). La production de pétrole des champs du sud atteindrait désormais 1,75 M b/j, au lieu de 1 M b/j pendant le conflit. Pour la Région autonome du Kurdistan, l'objectif des autorités est une augmentation de la production à 170 000 b/j d'ici fin juillet contre environ 70 000 b/j pendant le conflit. Avant conflit, la production totale de pétrole de l'Irak était de 4,2 M b/j, dont environ 270 000 b/j pour le Kurdistan irakien. En juin, les exportations de pétrole du sud de l'Irak par voie maritime ont atteint 488 000 b/j contre moins de 100 000 b/j en mai. Au nord, les exportations via l'oléoduc qui relie le Kurdistan irakien au port de Ceyhan en Turquie étaient d'environ 200 000 b/j pendant le conflit, l'essentiel provenant des champs de Kirkouk. Avec l'augmentation de la production de la région, ces exportations via l'oléoduc devraient atteindre 300 000 b/j fin juillet. Pour mémoire, les exportations totales de pétrole de l'Irak étaient de 3,3 M b/j avant le conflit.

IRAN

1. WASHINGTON RÉVOQUE LA LICENCE PÉTROLIÈRE ACCORDÉE À L'IRAN

Le département du Trésor américain a révoqué le 7 juillet la licence générale GL X, qui autorisait jusqu'au 21 août la production, la livraison et la vente de brut, produits pétroliers et produits pétrochimiques d'origine iranienne. Cette décision, non encore formellement motivée, semble répondre aux attaques contre trois pétroliers dans le détroit d'Ormuz, qualifiées par un responsable américain de « violation flagrante » du MoU, sans rupture toutefois du processus de négociation. La GL X est remplacée par une licence GL X1, qui prévoit une période de désengagement jusqu'au 17 juillet pour les opérations déjà engagées, tandis que tout nouvel achat ou chargement est interdit depuis le 7 juillet. Cette tolérance reste largement théorique pour Téhéran : les paiements dus à l'Iran ou à toute personne sanctionnée devront être versés sur un compte bloqué aux États-Unis, sans accès pour les bénéficiaires iraniens. Sur les marchés, le Brent, déjà soutenu par les attaques, a dépassé 76 USD/b après l'annonce, en hausse de plus de 5 %. Au-delà de l'effet immédiat, le signal adressé aux acheteurs est



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

déterminant : en quinze jours, l'autorisation aura été accordée puis retirée, confirmant le risque de retour en arrière qui limitait déjà l'appétit des clients non chinois. À cet égard, au 8 juillet selon Vortexa, 63 Mb de brut iranien naviguaient en mer, 90 % d'entre eux sans acheteur déterminé. La GL X n'avait donc guère élargi le cercle des acheteurs de brut iranien, encore quasi-exclusivement absorbé par la Chine, mais elle permettait un règlement en devises via le circuit bancaire ordinaire. Sa révocation replace donc l'Iran dans sa situation d'avant-guerre : ventes concentrées, décotes substantielles et accès restreint aux devises.

2. MAN AIR AURAIT RÉCEPTIONNÉ CINQ BOEING 777 (EX-SAUDIA)

Mahan Air aurait reçu cinq Boeing 777-200ER d'occasion, précédemment exploités par Saudia, via ECT Aviation Support, société basée aux Émirats arabes unis. Deux appareils auraient déjà été observés à l'aéroport de Mehrabad, à Téhéran, probablement en vue d'inspections ou d'une remise en état avant une éventuelle mise en service. Saudia affirme avoir vendu ces avions dès 2023 à une société étrangère dans le cadre d'une transaction régulière, et dément tout lien ultérieur avec eux. L'opération soulève toutefois des interrogations, Mahan Air étant visée par des sanctions américaines en raison de ses liens avec les Gardiens de la révolution. Elle pourrait s'inscrire dans un mouvement plus large de reconstitution de la flotte aérienne iranienne, vieillissante et contrainte par les sanctions, alors que jusqu'à dix Boeing 777-200ER pourraient être destinés à l'Iran. L'identité du vendeur final, de l'acheteur officiel et des intermédiaires financiers demeure à ce stade inconnue.

ISRAËL

1. LA BANQUE D'ISRAËL : BAISSÉ DE 25 PTS SON TAUX DIRECTEUR

Le Comité monétaire de la Banque d'Israël a abaissé son taux directeur de 25 points de base, à 3,5 %. Il s'agit de la quatrième baisse depuis octobre 2025 (le taux s'établissait alors à 4,5 %). Le comité justifie sa décision par un taux d'inflation revenu à 1,9 % au cœur de la fourchette cible (de 1 % à 3 %), par le protocole d'accord signé entre les États-Unis et l'Iran

(qui entraîne à la baisse les prix mondiaux de l'énergie) et par l'apaisement des hostilités à la frontière libanaise. À cette occasion, la Banque centrale a relevé sa prévision de croissance pour 2026 de 3,8 % à 4 %. Le déficit budgétaire de l'État devrait atteindre 4,9 % du PIB en 2026 et 4,2 % en 2027, à moins d'une nouvelle hausse du budget de la défense au-delà des réserves déjà provisionnées. Le ratio dette/PIB s'établirait à environ 69 % fin 2026 comme fin 2027.

2. LE COÛT SALARIAL DANS LA TECH DÉSORMAIS LE PLUS ÉLEVÉ AU MONDE

Selon une nouvelle étude du Forum des entreprises en croissance (organisation animée par de grandes entreprises technologiques israéliennes, dont Wix et Monday), le coût d'un développeur israélien a pour la première fois dépassé celui de son homologue de la Silicon Valley. Ce basculement s'explique principalement par l'affaiblissement du dollar face au shekel : le secteur high-tech israélien lève l'essentiel de ses capitaux en dollars, tandis que la majeure partie de ses dépenses (salaires et stock-options des employés locaux notamment) est libellée en shekels. Fondée sur les données de 10 000 salariés, l'étude établit que le coût d'un salarié local représente aujourd'hui 102 % de celui de son homologue américain, contre 85 % en mai 2025.

3. NVIDIA BROUILLE LA LECTURE DES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

Dans une note publiée fin juin, l'économiste en chef de Meitav, l'une des principales sociétés de gestion israéliennes (environ 120 Mds EUR d'actifs sous gestion), estime que la croissance israélienne reflète de moins en moins l'état réel de l'économie, tant elle dépend d'une seule entreprise, Nvidia, via sa filiale Mellanox. Sans cette activité, la croissance de 2025 se serait limitée à 1,6 % au lieu de 2,9 %, et l'économie se serait contractée de 10,5 % au premier trimestre 2026 au lieu de 3,8 %. Le mécanisme est comptable : les puces ne sont pas fabriquées en Israël, mais la R&D et la propriété intellectuelle de Mellanox y étant enregistrées, la valeur ajoutée est comptabilisée comme des exportations israéliennes. Sans être une manipulation, ce cycle exceptionnel de l'IA flatte croissance, recettes fiscales et déficit, et expose le

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

pays à une concentration excessive, rappelant sa dépendance passée à Intel.

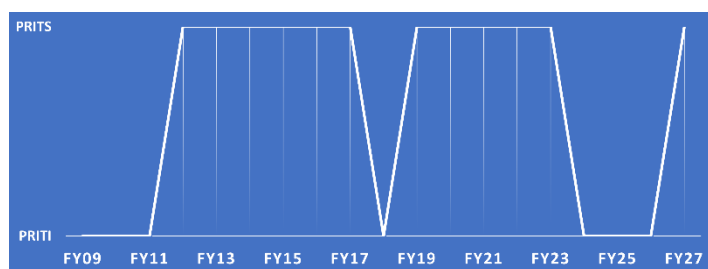
4. LES AUTOMOBILES CHINOISES OCCUPENT UNE PART CROISSANTE DU MARCHÉ ISRAËLIEN 2026

Sur les 177 000 véhicules immatriculés au premier semestre 2026 (+10,5 % g.a.), les marques chinoises portent leur part de marché à 45 %. Elles occupent six des dix premières places au classement des livraisons, le groupe Chery s'adjudicant à lui seul les deux premières, devant Toyota, Hyundai et Kia. Chery a dominé les livraisons du semestre avec une part de marché de 23 %. Les véhicules à faible émission ont renforcé leur position dominante, avec environ 67 % des livraisons : les véhicules électriques représentent 12,2 % des livraisons, les hybrides 30,7 % et les hybrides rechargeables 24,1 %.

JORDANIE

1. LA BANQUE MONDIALE RECLASSE LA JORDANIE DANS LA CATÉGORIE « PRITS »

La Banque mondiale a reclassé la Jordanie dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur (PRITS), avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2026 (année fiscale 2027). Cette reclassification fait suite à la révision des comptes nationaux jordaniens – révision de l'année de base de 2016 à 2023 entre autres –, qui a relevé le revenu national brut par habitant au-dessus du seuil requis. Le RNB par habitant de la Jordanie, calculé selon la méthode Atlas, est passé de 4 430 dollars à 5 260 dollars, soit au-dessus du seuil de 4 636 dollars fixé pour cette catégorie. Pour mémoire, la Jordanie avait été reclassée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire inférieur (PRITI) en juillet 2023.



2. HAUSSE DES CRÉATIONS D'ENTREPRISE AU 1^{ER} SEMESTRE

Les créations d'entreprises en Jordanie ont augmenté de +7 % au premier semestre 2026 (en g.a.), selon les

données du *Companies Control Department*. Au total, 3 753 nouvelles sociétés ont été enregistrées entre janvier et juin, contre 3 493 sur la même période de 2025. Le capital total déclaré est de 148 M JOD/183 M USD. Les sociétés à responsabilité limitée ont représenté la majorité des nouvelles immatriculations, tandis que les sociétés anonymes privées ont concentré la part la plus élevée de capital.

3. HAUSSE DES EXPORTATIONS AGRICOLES AU 1^{ER} SEMESTRE

Les exportations agricoles jordaniennes ont progressé de +14 % au premier semestre 2026 en g.a., atteignant 281 000 tonnes contre 245 000 tonnes sur la même période en 2025, selon le ministre de l'Agriculture. Les exportations de légumes ont augmenté de +13,1 % (197 000 tonnes contre 174 000 tonnes), tandis que celles de fruits ont bondi de +18 % (83 000 tonnes contre 71 000 tonnes).

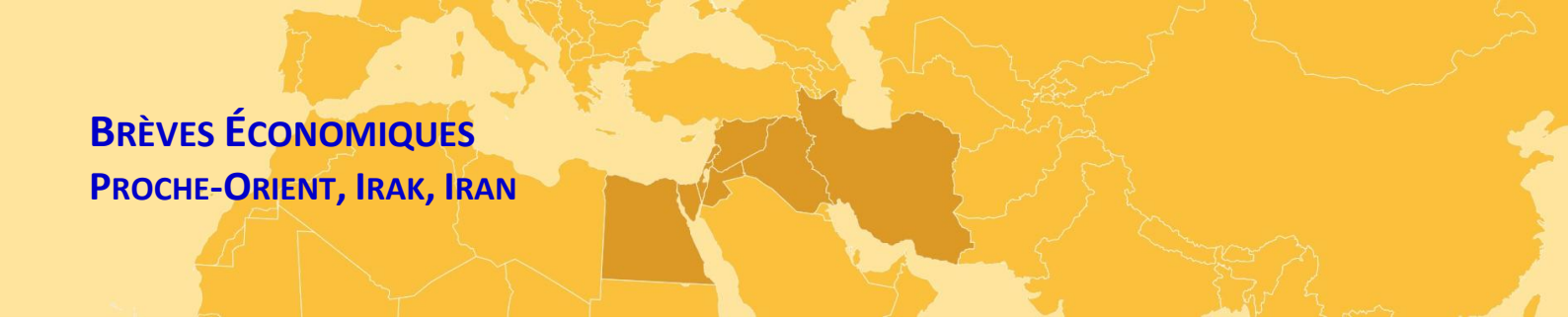
4. TOURISME MÉDICAL : 1 Md USD DE RECETTES EN 2025

Le secteur du tourisme médical en Jordanie a généré des recettes annuelles proches de 1 Md USD en 2025, enregistrant une croissance de +4 % par rapport à 2024 et attirant environ 230 000 patients étrangers, selon le président de l'Association des hôpitaux privés (PHA). Dans le même temps, les investissements dans le secteur hospitalier privé jordanien atteignent 4 Mds USD.

LIBAN

1. LÉGÈRE AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN JUIN

L'indice PMI du Liban, calculé par la banque BLOM pour S&P, a progressé à 50,3 points en juin 2026, contre 49,7 pts en mai, repassant au-dessus du seuil d'expansion de 50 pts, qui signale une amélioration de l'activité du secteur privé. Il s'agit du premier retour en territoire positif depuis quatre mois et du 10^e niveau mensuel le plus élevé de l'indice depuis sa création en 2013. Cette évolution reflète une reprise de la demande intérieure : le sous-indice des nouvelles commandes a augmenté de 0,5 pt en un mois à 50,2 pts, tandis que celui relatif à la production a également atteint 50,2 pts (+0,7 pt). Les nouvelles commandes à l'exportation demeurent toutefois en contraction : même si elles progressent de 4,6 pts,



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

elles s'établissent à 46,5 pts, sous le seuil d'expansion de 50 pts.

Malgré cette légère amélioration globale, les entreprises demeurent prudentes : l'indice mesurant les perspectives d'activité à douze mois reste en territoire négatif, à 36,7 pts.

2. RELANCE DE DEUX PROJETS DE CONNECTIVITÉS VERS LA SYRIE

Les autorités libanaises ont engagé deux initiatives visant à renforcer les liaisons logistiques entre le Liban et la Syrie. Le ministère des Travaux publics et des Transports a demandé le transfert de 7,7 M USD au Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) afin de reprendre les travaux du tunnel d'Al-Azhar Al-Sharif, situé sur l'autoroute arabe reliant Beyrouth à la Békaa et au poste-frontière de Masnaa, menant à Damas. Le gouvernement a également lancé une étude de faisabilité pour une liaison ferroviaire de fret entre le port de Beyrouth et Masnaa, intégrant la création d'un port sec dans la Békaa. Les autorités présentent ces deux projets comme des infrastructures destinées à améliorer la connectivité logistique du Liban avec son hinterland et à renforcer le positionnement du pays dans de futurs corridors commerciaux régionaux transitant par la Syrie, tels que le celui Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEC). Dans cette perspective, le Liban a constitué récemment un comité national dédié à l'IMEC réunissant des représentants des secteurs public et privé afin de positionner le pays sur ces nouveaux axes d'échanges.

3. RECTIFICATION PAR L'IIF DE SES PROJECTIONS DE CROISSANCE SUITE À L'ACCORD ENTRE ISRAËL ET LE LIBAN

L'Institut de la finance internationale (IIF) a rectifié, le 6 juillet, ses dernières prévisions de croissance pour le Liban, publiées le 10 juin, afin de tenir compte des potentiels effets de l'accord trilatéral, sponsorisé par les États-Unis et signé par le Liban et Israël. Initialement estimée à -13 %, la contraction du PIB réel du Liban est prévue à -12 %, contre une croissance de +3,7 % en 2025, revue à la baisse par rapport aux prévisions de juin qui l'estimaient à +4,1 %.

Dans sa dernière note, l'IFI établit deux principaux scénarii : un scénario A repose sur une « stabilisation

graduelle et un renforcement des efforts de réformes » et un scénario B sur une « instabilité persistante et un progrès limité sur les réformes ».

Le scénario A conduirait à une croissance de +6 % en 2027, 6,5 % en 2028, 6,8 % en 2029 et 5,8 % en 2030. Une telle reprise serait facilitée durant la phase 2027-20230 par une application de l'accord trilatéral, l'obtention d'un accord avec le FMI et la mise en œuvre des réformes liées ainsi que déblocage des financements extérieurs issus des pays du Golfe, de l'Europe et des institutions multilatérales. Ensuite, à partir 2031, l'IIF s'attend à ce que le secteur privé devienne le principal moteur de croissance du pays. Le scénario B table sur une dynamique de croissance dégradée avec 3,4 % en 2027, 2 % en 2028, 1,1 % en 2029 et 0,7 % en 2030, du fait des divisions politiques et des risques sécuritaires.

4. EN BAISSÉ DEPUIS FÉVRIER, LES RÉSERVES DE CHANGE AUGMENTENT (+100 M USD) EN JUIN

La Banque du Liban a vu ses réserves brutes de change augmenter de 100 M USD le mois dernier, passant de 11,45 Mds USD fin mai à 11,55 Mds USD fin juin. Une reprise qui se confirme après que les réserves avaient baissé d'environ 500 M USD entre février et avril dernier suite à l'élargissement du conflit entre Israël et le Hezbollah à l'ensemble du Liban.

Depuis juillet 2023, les réserves ont augmenté de près de 3 Mds USD.

PALESTINE

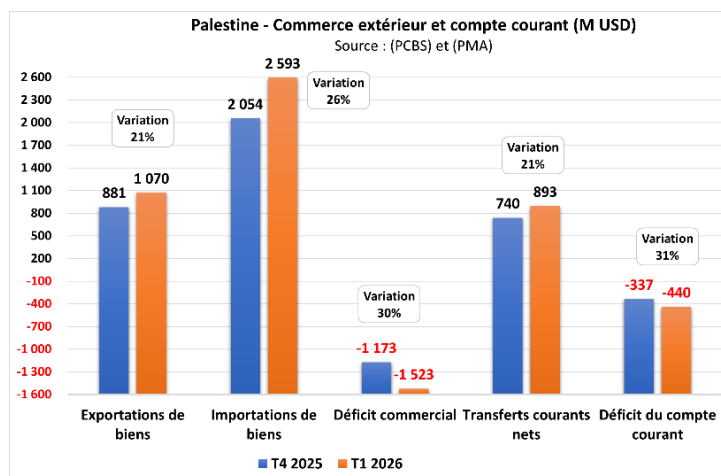
1. LA DÉGRADATION DU COMPTE COURANT SE POURSUIT AU 1^{ER} TRIMESTRE 2026

Le *Palestinian Central Bureau of Statistics* (PCBS) et la *Palestine Monetary Authority* (PMA) ont publié, le 29 juin 2026, les résultats préliminaires de la balance des paiements pour le premier trimestre 2026. Le déficit du compte courant s'est établi à **440 M USD**, en hausse de **31 %** par rapport au quatrième trimestre 2025. Cette évolution s'explique principalement par l'aggravation du déficit commercial des biens, qui atteint **1,52 Md USD**, sous l'effet d'une progression des importations (**+26 %**) supérieure à celle des exportations (**+21 %**). Les transferts courants nets, en hausse de **21 %** à **893 M USD**, ont toutefois permis d'amortir partiellement ce déséquilibre extérieur.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

Ces résultats confirment la persistance des fragilités structurelles de l'économie palestinienne, marquée par un déficit commercial élevé et une forte dépendance aux transferts extérieurs.



2. LE MAS ESTIME QUE LE BUDGET D'URGENCE NE SUFFIRA PAS À RESTAURER LA SOUTENABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES

Dans sa dernière *Palestine Economic Update*, publiée le 2 juillet 2026, le *Palestine Economic Policy Research Institute* (MAS) analyse les perspectives budgétaires de l'Autorité palestinienne dans un contexte de crise financière sans précédent. L'institut rappelle que le budget d'urgence pour 2026 repose sur **15,7 Md ILS de recettes** et **17,6 Md ILS de dépenses**, soit un déficit prévisionnel de **1,9 Md ILS**. Ces hypothèses demeurent toutefois fortement tributaires de l'évolution des **clearance revenues**, qui représentent habituellement **70 à 80 % des recettes budgétaires** de l'Autorité palestinienne. La poursuite de leur rétention par Israël depuis 15 mois creuse significativement le déficit et accentue les tensions de trésorerie.

Au-delà des seuls équilibres budgétaires, le MAS souligne que la crise actuelle résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : les retenues des *clearance revenues*, le ralentissement de l'activité économique et la contraction des recettes fiscales. Dans ces conditions, les mesures d'urgence adoptées par le gouvernement permettent de préserver le fonctionnement des institutions, mais ne constituent pas une réponse durable aux déséquilibres des finances publiques. L'institut estime que le rétablissement des transferts des *clearance revenues* demeure une condition indispensable à toute stabilisation budgétaire. Il appelle à engager, en

parallèle, une stratégie de moyen terme fondée sur l'élargissement de l'assiette fiscale, une amélioration de l'efficacité de la dépense publique, un soutien accru au secteur privé et le maintien de l'appui des bailleurs internationaux. Selon le MAS, seule une telle approche permettra de restaurer progressivement la soutenabilité des finances publiques palestiniennes.

3. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DEMEURE DÉPRIMÉE AU 1^{ER} TRIMESTRE

Le *Palestinian Central Bureau of Statistics* (PCBS) a publié, le 30 juin 2026, les comptes nationaux du premier trimestre 2026. Ceux-ci font apparaître une nouvelle contraction de l'activité économique, le **PIB réel reculant de 8 %** par rapport au premier trimestre 2025. Malgré une relative stabilisation de certains indicateurs macroéconomiques, l'économie palestinienne demeure fortement affectée par les conséquences de la guerre à Gaza, les restrictions pesant sur les échanges et les déplacements en Cisjordanie ainsi que le recul de l'investissement privé.

Le **PIB par habitant** s'établit à **545 USD** au premier trimestre 2026, confirmant la poursuite de l'érosion du niveau de vie. Selon le PCBS, la faiblesse persistante de l'activité reflète notamment les difficultés rencontrées par les secteurs du commerce, de l'industrie et de la construction, qui continuent de subir les effets des restrictions de circulation, de l'incertitude économique et de la dégradation du climat des affaires. Ces résultats confirment que la reprise de l'économie palestinienne reste limitée et les capacités productives demeurent affaiblies.

SYRIE

1. ATTRIBUTION À ZAIN DE LA LICENCE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS MOBILES

Le gouvernement syrien a attribué au groupe koweïtien Zain une licence de télécommunications mobiles d'une durée de 25 ans en remplacement de MTN Syria, à l'issue d'un appel d'offres international. Zain versera 747 M USD au titre de la licence et prévoit d'investir 800 M USD pour moderniser les infrastructures, étendre la couverture du réseau et déployer la technologie 5G. La nouvelle société,

détenue à 75 % par Zain et à 25 % par le Fonds souverain syrien, devrait entrer en activité début 2027 après une période de transition de six mois avec MTN Syria. Selon les autorités et l'opérateur, le projet pourrait générer plus de 2,2 Mds USD de recettes publiques au cours des dix premières années, contribuer à hauteur de 3,4 Mds USD au PIB et créer plus de 16 800 emplois.

2. FINANCEMENT DE 7 Mds USD À POWER INTERNATIONAL HOLDING (PIH) DANS L'ÉNERGIE ET L'AVIATION

JP Morgan Chase, Qatar National Bank (QNB) et Abu Dhabi Commercial Bank (ADCB) devraient accorder un financement de 7 Mds USD à Power International Holding (PIH), conglomérat qatarien détenu par la famille Khayyat, en vue de financer des projets d'infrastructures énergétiques et de transport en Syrie. Le prêt couvrirait notamment la construction de huit centrales électriques et la modernisation de l'aéroport international de Damas. Cette opération témoignerait d'un regain d'intérêt des institutions financières internationales pour le marché syrien à la suite de l'allègement des sanctions américaines. Déjà très active en Syrie, la famille Khayyat a multiplié les investissements dans les secteurs de l'énergie, de la banque, de l'agroalimentaire et des hydrocarbures, consolidant ainsi son rôle parmi les principaux acteurs économiques du pays.

3. SUBVENTION DE 25 M USD DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT DANS LA LUTTE CONTRE LA PÉNURIE D'EAU

Le Fonds vert pour le climat (GCF) a approuvé, le 2 juillet 2026, une subvention de 25 M USD en faveur de la Syrie pour un projet de lutte contre la pénurie d'eau dans les bassins de Barada et d'Awaj, au sud de Damas. Il s'agit du premier financement accordé par le GCF au pays, après son intégration au programme de préparation du Fonds en 2019. Mis en œuvre par l'ONG ACTED, avec une contribution supplémentaire de 2 M USD (dont 1 M en nature du ministère syrien de l'Administration locale et de l'Environnement), le projet vise à renforcer la résilience hydrique, restaurer les infrastructures, améliorer la gouvernance de l'eau et promouvoir une agriculture adaptée au changement climatique. Les interventions porteront notamment sur le suivi des nappes phréatiques, la modernisation des systèmes de données climatiques et hydriques, le développement d'infrastructures résilientes et l'introduction de technologies d'irrigation et de réutilisation de l'eau. Le projet devrait bénéficier directement à près de 200 000 personnes et indirectement à environ 1,5 million d'habitants.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D’UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr